

# Les téléspectateurs et les salariés de France 3 s'inquiètent des projets de France Télévisions

A Lille, Patrick de Carolis a promis de préserver la mission de service public de proximité de la chaîne

LILLE ENVOYÉ SPÉCIAL

**B**onne nuit dans une région de France 3 au bord de la crise de nerfs ! » C'est par une lettre ouverte que l'inter-syndicale de France 3 Nord - Pas-de-Calais a accueilli, vendredi 17 mars, Patrick de Carolis, PDG de France Télévisions, venu visiter la station régionale, avant de rencontrer, le soir, plus d'un millier de téléspectateurs. Ces derniers ont pu débattre avec les responsables des chaînes du groupe public et quelques animateurs : Yves Calvi (France 2, France 5), Jean-Luc Delarue (France 2), Mireille Dumas (France 3) et Alexis Trégarot (France 4).

La lettre ouverte des syndicats faisait suite à la polémique suscitée par le rapport de l'inspection générale des finances (IGF), prônant la suppression à France Télévisions de « 200 emplois par an pendant cinq ans » et la fermeture de la moitié des bureaux régionaux de France 3 (*Le Monde* du 18 mars). Devant les personnels « inquiets et déboussolés » selon les syndicats, M. de Carolis a rappelé que lors du conseil d'administration de la semaine dernière, il s'était prononcé contre l'essentiel des

mesures proposées par l'IGF : suppressions d'emplois et fermeture des bureaux régionaux, mais aussi fusion des rédactions de France 2 et France 3, et externalisation de la filière production de la chaîne des régions. Il a réaffirmé qu'il n'y aurait pas de plan social à France Télévisions.

Pourtant, l'équation risque d'être difficile à tenir pour France 3, qui est, de fait, la moins bien lotie en 2006, des cinq chaînes du service public. Elle est la seule dont le coût de grille augmentera moins (+1,47 %, à 756 millions d'euros) que son budget (+1,77 %, à 972 millions), qui est celui qui progresse le moins des cinq chaînes. Dans ces conditions, les syndicats se demandent comment la nouvelle directrice générale, Geneviève Giard, va tenir l'objectif de maintenir la chaîne à plus de 15 % de part d'audience fixé par M. de Carolis.

La direction a d'ores et déjà recentralisé l'organisation de la chaîne, selon une étude de Sarelifax, publiée en février. M<sup>me</sup> Giard a créé une direction de l'antenne confiée à Alain Vautier et regroupant six anciennes directions, dont celle des programmes. Elle a regroupé sous la houlette de Paul Nahon et Hervé Brusini la direction de la rédaction nationale et des 24 rédactions régionales, soit 1 500 journalistes en tout. Enfin, une direction des antennes régionales, avec à sa tête Jean-Marc Dubois (ex-France 3 Nord - Pas-de-Calais), complète ce dispositif de centralisation des décisions.



Patrick de Carolis, entouré de Mireille Dumas et de Patrice Duhamel, au cours d'un débat avec un millier de téléspectateurs, à Lille, vendredi 17 mars. LUC MOLEUR/ASA-PICTURES

Jedi 16 mars, une pétition, signée par près de 900 élus bretons de tous bords, a été remise à la direction de France Télévisions pour protester contre la réduction jugée « inacceptable » des programmes d'information régionale de France 3 Ouest. Selon les syndicats, la tranche horaire 12 h 55-13 h 20 d'information régionale était particulièrement suivie dans l'Ouest, avec une audience de 15 %, contre 8 % au plan national.

Vendredi 17 mars, à Lille, face aux téléspectateurs qui s'inquiétaient eux aussi des changements de grille sur France 3, M. de Carolis a de nouveau expliqué ses choix : « Nous sommes dans un environnement audiovisuel difficile et il faut que le service public se comporte en groupe

en additionnant nos forces. Les changements de la mi-journée sur France 3 permettent aux chaînes de ne pas se cannibaliser à cette heure-là sur l'information, mais France 3 continuera à consolider sa mission d'information de proximité », a assuré le PDG.

D'abord intimidés par la brochette de personnalités présentes sur la scène, les téléspectateurs ont vite montré leur parfaite connaissance des programmes en posant des questions pointues. De la suppression de « Mon Kanar », magazine qui explique l'actualité aux enfants, à la diffusion des programmes sur les téléphones portables, en passant par la place donnée aux minorités visibles, l'objectivité de l'information, la réduction de la

publicité ou l'absence de sous-titrage des séries, les téléspectateurs ont affirmé leur exigence d'un service public de qualité. A une question sur la télé-réalité, M. de Carolis a réaffirmé qu'il « n'était pas question » d'aller sur ce terrain-là. « Nous souhaitons développer d'autres valeurs qui créent du lien social tout en alliant la qualité et l'audience », a-t-il répondu sous les applaudissements.

« Ce genre de rencontre vaut beaucoup mieux qu'un sondage ou qu'une étude quantitative moulinée par un ordinateur », se félicitait un responsable de chaîne à la fin de la soirée. La prochaine rencontre avec les téléspectateurs est d'ores et déjà prévue le mois prochain à Montpellier. ■

DANIEL PSENNY